

Septembre 2014  
SUJET

*Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.  
Toute information calculée devra être justifiée.*

### PREMIÈRE PARTIE (04 points)

Il vous est demandé de répondre aux deux questions suivantes, par référence au code d'éthique de l'IFAC :

- 1) L'auditeur d'une entité peut-il fournir d'autres services de non-certification au même client ?
- 2) Un auditeur peut-il obtenir un prêt d'une entité à laquelle il fournit des services de certification ?

### DEUXIÈME PARTIE (16 points)

Vous venez d'obtenir votre certificat d'études supérieures de révision comptable et d'intégrer un cabinet d'expertise comptable dans lequel vous comptez poursuivre votre stage réglementaire.

Vous êtes affectés à l'équipe chargée du dossier d'audit des états financiers annuels de la société anonyme « Production Artisanale des Délices de Tunisie - PADT ».

La société PADT est une PME qui emploie 15 personnes et qui est auditée, pour la première fois, suite à une demande formulée par l'un des principaux actionnaires, M. Elyès.

La société PADT est une société familiale dont le capital est détenu à raison de 53% par le PDG, M. Salah, et ses trois enfants (50% pour M. Salah et 1% pour chacun de ses trois enfants) et 47% par son frère, M. Elyès, et ses deux enfants (45% pour M. Elyès et 1% pour chacun de ses deux enfants). Les décisions se prennent à la majorité simple en Assemblée Générale Ordinaire et à la majorité des 2/3 en Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

À cause de la maladie grave de son frère associé, M. Salah a préféré ne pas tenir d'Assemblée Générale Ordinaire pour statuer sur les comptes des exercices 2011 et 2012. Toutefois, les réunions trimestrielles du Conseil d'Administration se sont tenues normalement.

M. Elyès était chargé, avant sa maladie grave, de la gestion de la production et du développement des formules de fabrication, ce qui a donné une bonne réputation à la société PADT pour le goût et la qualité de ses produits finis.

Malheureusement pour la société PADT, son chiffre d'affaires provenant de la vente de certains gâteaux traditionnels, à l'occasion de la fête de fin d'année, ne s'est pas bien développé car le personnel, en l'absence de M. Elyès, n'a pas pu reproduire les formules de ces gâteaux qui ont tant fait la réputation de la société.

A. En exploitant les états financiers de la société PADT relatifs aux exercices 2011, 2012 et 2013 et qui sont présentés en Annexe I :

1. Déterminer les risques d'affaires (business risks) de la société PADT.
2. Faire un examen analytique simple des états financiers, en commentant les évolutions des principales rubriques des états financiers sur les trois ans.
3. Conclure sur les zones de risques pour l'audit des états financiers arrêtés au 31/12/2013.
4. Calculer le seuil de signification global pour les états financiers arrêtés au 31/12/2013.

à fait  
la bilan  
seulement

B. Au cours de la phase de prise de connaissance de la société PADT, y compris de son système de contrôle interne, vous avez été chargé de l'audit du processus « achats » et des processus connexes. Les procédures concernant ces processus sont décrites de façon succincte en Annexe 2.

5. Quels sont les procédés de prise de connaissance du processus « achats » et des processus connexes ?

6. Identifier les dysfonctionnements de conception dans les contrôles internes du processus « achats » et des processus connexes.

7. Existe-t-il des points forts dans lesdits contrôles internes ? Lesquels ?

8. Au vu de vos conclusions sur les contrôles internes, déterminer l'approche d'audit ainsi que la nature, l'étendue et le timing des autres procédés d'audit.

C. L'un de vos collègues dans l'équipe d'audit a été chargé de la revue des procès et litiges qui opposent la société PADT aux tiers qu'ils soient clients, fournisseurs ou autres.

En consultant le registre du courrier entrant, il a pu constater l'existence d'une lettre émanant de l'avocat de la société PADT et pour laquelle il n'a trouvé aucune trace dans les documents classés ou archivés. Lors de la réunion de discussion, tenue régulièrement par l'équipe d'audit, il vous pose la question sur les procédés d'audit qu'il peut engager pour identifier les éventuels litiges et procès intentés par ou contre la société.

9. Quels sont les procédés d'audit qui peuvent être utilisés pour identifier les procès et litiges ?

Lors de la réunion suivante de l'équipe d'audit, votre collègue vous informe que grâce à l'exécution des procédés d'audit que vous lui avez indiqués, il a identifié un procès intenté par un client (un hôtel) qui réclame des dommages et intérêts pour un montant de 120.000 DT, et ce, suite à une commande livrée par la société PADT ne satisfaisant pas les conditions d'hygiène requises et ayant causé des complications pour certains clients de l'hôtel. Le PDG de la société PADT affirme que la commande a été livrée dans de bonnes conditions d'hygiène et c'est l'hôtel qui n'a pas su la conserver convenablement pendant les jours suivants.

10. Quels sont les autres procédés d'audit à accomplir pour conclure sur l'impact éventuel de ce procès sur les états financiers ?

Afin de finaliser les travaux d'audit sur ce procès, le chef de mission a proposé au PDG d'organiser une rencontre avec le client en question ou de lui adresser une demande d'information écrite. Le PDG n'a pas voulu donner suite favorable à ces propositions.

11. Quelle est la position que devrait prendre le cabinet vis à vis de ce refus de la part du PDG et quel serait l'impact sur l'opinion d'audit ? → jamais l'ISA n'a été violée.

D. Poursuivant votre travail d'audit sur le processus « achats » et les processus connexes, et lors de la phase des tests substantifs (tests sur les mouvements, soldes et informations), vous avez décidé de recourir à la circularisation des fournisseurs, et ce, comme suit :

- pour les fournisseurs de matières premières, des lettres de circularisation sous forme de confirmation positive (demandes de confirmation expresse) ;
- pour les fournisseurs de produits divers (produits d'entretien et autres), des lettres de circularisation négatives (demandes de confirmation tacite).

12. Quelle est la différence entre les deux modes de circularisation ?

13. En tenant compte des informations dont vous disposez pour chaque catégorie d'achats (matières premières et produits divers), juger le choix du mode de circularisation retenu.

Pour la préparation et l'envoi des lettres de circularisation, le chef de mission vous recommande de suivre les étapes suivantes :

- Le choix des fournisseurs de matières premières doit être fait par vous-même ;
- Le choix des fournisseurs de produits divers est à faire par le responsable du service comptable pour tous les soldes supérieurs à 1.000 DT, sachant que la majorité des soldes ne dépasse pas 2.000 DT.
- La secrétaire du PDG procédera à la préparation des lettres de circularisation qui seront ensuite vérifiées par vous-même ;
- La mise en enveloppe et l'envoi de ces lettres de circularisation seront également effectués par la secrétaire du PDG après leur signature par le responsable du service comptable.

**14. Commenter la procédure de circularisation suggérée par votre chef de mission.**

Le PDG a refusé d'envoyer une lettre de circularisation pour un fournisseur de matières premières du fait que son solde est ancien et n'a pas connu de changement depuis 2011.

**15. Quelle serait votre attitude vis à vis de ce refus ?**

*En ce qui concerne le fournisseur, il devrait avoir le droit de l'être.*

Une fois les lettres de circularisation envoyées, vous avez commencé à recevoir les réponses des fournisseurs. Ces réponses peuvent être récapitulées comme suit :

- 50% des fournisseurs de matières premières, constituant 60% du solde du compte « Fournisseurs de matières premières », ont répondu. Les réponses montrent que les soldes comptables sont conformes sauf pour un seul cas où la différence est de 1.800 DT (en comptabilité 11.800 DT et selon la réponse reçue 10.000 DT) ;
- Aucune réponse n'a été reçue des fournisseurs de produits divers pour lesquels l'auditeur a choisi la formule : « ne pas répondre en cas d'accord sur le solde ». Pour s'assurer davantage de ce résultat, vous avez décidé d'obtenir une confirmation écrite du PDG affirmant que le compte « Fournisseurs de produits divers » ne comporte pas d'erreurs.

**16. Quelles sont vos conclusions sur les résultats de la circularisation ?**

NB : Le candidat est tenu d'utiliser les données disponibles et d'indiquer pour chacune des questions, en quoi les positions prises et les travaux effectués ne sont pas éventuellement en conformité avec les normes internationales d'audit (ISA), en précisant, le cas échéant, les bonnes pratiques à mettre en œuvre.

Annexe n°1 : Etats financiers des exercices 2011, 2012 et 2013

• Amortissement Brut 100 100 100 100  
10 10 30 40

PAJTS.A.

la  $\Delta$  Normalement  $D=100\%$   $D=10\%$   $A=$   
BLAN - ACTIFS  $\rightarrow$  Coupure pour de Nouvelle  
(montants exprimés en dinars) Acquisition

• Amortissement Nouvelle Acquisition

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>			
<b>Actifs immobilisés</b>			
Immobilisations incorporelles	9.092	7.887	7.887
Moins : amortissements	-8.293	7.887	7.887
	799	0	0
Immobilisations corporelles	288.597	180.333	172.097
Moins : amortissements	-148.412	-135.174	122.235
	140.185	45.159	49.862
Immobilisations financières	0	100.000	100.000
Moins : provisions	-0	-0	-0
	0	100.000	100.000
<b>Total des actifs immobilisés</b>	<b>140.984</b>	<b>145.159</b>	<b>149.862</b>
Autres actifs non courants	-	-	-
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>140.984</b>	<b>145.159</b>	<b>149.862</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Stocks	11.594	11.629	29.629
Moins : provisions	-0	-0	-0
	11.594	11.629	29.629
Clients et comptes rattachés	246.976	297.909	288.482
Moins : provisions	-0	-0	-0
	246.976	297.909	288.482
Autres actifs courants	-	-	-
Placements et autres actifs financiers	-	-	-
Liquidités et équivalents de liquidités	2.888	17.124	2.048
<b>Total des actifs courants</b>	<b>261.458</b>	<b>326.662</b>	<b>320.159</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>402.442</b>	<b>471.821</b>	<b>470.021</b>

Résultat reporté = Résultat reporté fin + Résultat n

PADT S.A.

BILAN – CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS  
(montants exprimés en dinars)

*pas d'affectation du Résultat dans ces deux exercices*

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social	100.000	100.000	100.000
Réserves	5.973	1.003	1.003
Autres capitaux propres	-	-	-
Résultats reportés	94.433	76.213	62.122
<b>Total capitaux propres avant résultat de l'exercice</b>	<b>200.406</b>	<b>177.216</b>	<b>163.125</b>
Résultat de l'exercice	7.638	23.190	14.091
<b>Total capitaux propres avant affectation</b>	<b>208.044</b>	<b>200.406</b>	<b>177.216</b>
<b>PASSIFS</b>			
<b>Passifs non courants</b>			
Emprunts	-	-	-
Autres passifs financiers	-	-	-
Provisions	4.800	4.800	4.800
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>4.800</b>	<b>4.800</b>	<b>4.800</b>
<b>Passifs courants</b>			
Fournisseurs et comptes rattachés	126.600	191.754	184.192
Autres passifs courants	32.369	57.977	80.871
Concours bancaires et autres passifs financiers	30.629	16.884	22.942
<b>Total des passifs courants</b>	<b>189.598</b>	<b>266.615</b>	<b>288.005</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>194.398</b>	<b>271.415</b>	<b>292.805</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>402.442</b>	<b>471.821</b>	<b>470.021</b>

PADT S.A.

**ÉTAT DE RÉSULTAT**  
(montants exprimés en dinars)

	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2011
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Revenus	315.336	303.842	250.846
Autres produits d'exploitation	-	-	-
Production immobilisée	-	-	-
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>315.336</b>	<b>303.842</b>	<b>250.846</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Variation stocks des produits finis et des en-cours	-	-	-
Achats d'approvisionnements consommés	-104.494	-85.439	-104.226
Charges de personnel	-73.981	-63.699	-55.568
Dotations aux amortissements et aux provisions	-13.644	-12.939	-14.094
Autres charges d'exploitation	-87.100	-84.482	-55.005
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>-279.219</b>	<b>-246.559</b>	<b>-228.893</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>36.117</b>	<b>57.283</b>	<b>21.953</b>
Charges financières nettes	-10.290	-9.669	-0
Produits des placements	-	-	-
Autres pertes ordinaires	-19.347	-18.806	-408
Autres gains ordinaires	6.998	62	133
<b>Résultat des activités ordinaires avant impôt</b>	<b>13.478</b>	<b>28.870</b>	<b>21.678</b>
Impôts sur les sociétés	-5.840	-5.680	-7.587
<b>Résultat des activités ordinaires après impôt</b>	<b>7.638</b>	<b>23.190</b>	<b>14.091</b>
Éléments extraordinaires	-	-	-
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>7.638</b>	<b>23.190</b>	<b>14.091</b>
Effets des modifications comptables	-	-	-
<b>Résultat après modifications comptables</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Annexe n°2 : Procédures des achats

### 1) Passation des commandes :

- Pour les matières premières, c'est le responsable du magasin, qui au vu des stocks, passe les commandes aux fournisseurs (pour des montants relativement importants) ;
- Pour les pièces-rechange relatives au matériel d'exploitation, c'est le responsable de la production qui lance les commandes ;
- Pour les achats de produits divers, c'est le responsable du service financier qui passe directement les commandes.

Chacun de ces intervenants passe les commandes selon la méthode la plus rapide et la plus adaptée à ses besoins (par téléphone, courrier, fax, e-mail, etc.).

### 2) Livraison des commandes :

- La livraison de la commande donne lieu à la signature du bon de livraison envoyé par le fournisseur. Ce bon de livraison est conservé par l'intervenant ayant lancé la commande ;
- La livraison de la commande ne donne pas lieu à l'établissement d'un bon de réception ;
- Les achats sont saisis sur une application informatique de gestion des stocks.

### 3) Factures d'achat :

- Les factures d'achat sont reçues par le service comptable ;
- La comptabilisation de ces factures est assurée par le responsable de ce service ;
- Les factures d'achat sont classées dans les dossiers des fournisseurs concernés.

### 4) Règlements des fournisseurs :

- Les fournisseurs sont payés par chèques ou virements bancaires établis par le responsable du service comptable : *double copie*

- Les chèques et virements bancaires sont vérifiés par le responsable du service financier ;
- Les chèques et virements bancaires sont ensuite signés par le PDG. Cependant, ils font l'objet d'une double signature par le responsable du service financier et le responsable du service comptable en cas d'absence du PDG ;
- Les chèques sont envoyés aux fournisseurs par le responsable du service comptable (par courrier), sauf pour les fournisseurs de produits divers dont les chèques sont envoyés par le responsable du service financier ;
- Tous les virements sont envoyés à la banque pour exécution par le responsable du service financier.

### 5) Magasinage :

- Le responsable du magasin veille à la bonne conservation des stocks de matières premières, sauf pour le stock de beurre qui est conservé dans l'atelier de production (au réfrigérateur) ;
- Chaque sortie de matière première donne lieu à l'établissement d'un bon de sortie interne.

### 6) Inventaire des stocks :

- Seulement un inventaire des stocks de matières premières est effectué mensuellement ;
- Les résultats de cet inventaire sont rapprochés par le responsable du service comptable avec les données de l'application informatique de gestion des stocks, les bons de livraison des fournisseurs et les bons de sortie internes.

*ce bon de vérification pour le bilan*

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE  
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,  
DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

CERTIFICAT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE RÉVISION COMPTABLE  
NOUVEAU RÉGIME - SESSION DE DÉCEMBRE 2014

**CORRIGÉ INDICATIF DE L'ÉPREUVE D'AUDIT  
FINANCIER ET ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE**

Durée : 3 heures – Coefficient : 1

*Le sujet se présente sous la forme de deux parties indépendantes :*

<i>Première partie</i>	<i>04 points</i>	<i>Page 2</i>
<i>Deuxième partie</i>	<i>16 points</i>	<i>Page 2</i>

## PREMIÈRE PARTIE (04 points)

### Question 1 (2 points)

Pour les sociétés cotées et non cotées, l'interdiction est d'office pour cumuler des travaux d'audit et de préparation d'états financiers et d'assistance comptable. Une seule exception pour les sociétés non cotées dans les cas d'urgence.

Pour les autres missions, il est possible de fournir d'autres services à condition qu'un soin particulier soit apporté pour ne pas exécuter ou prendre des décisions de gestion, dont la responsabilité demeure attachée à l'organe de gestion. Dans tous les cas l'auditeur devrait observer les règles suivantes :

- Le professionnel ne devrait avoir aucun conflit d'intérêts avec le client ;
- Le client devrait toujours garder la responsabilité de ses travaux ;
- Le professionnel ne devrait pas assumer le rôle de gestion ou d'exécution.

Les mécanismes de sauvegarde doivent être prévus et, lorsque les menaces sont importantes, il ne faut pas accepter la mission.

### Question 2 (2 points)



Cette situation est génératrice de "pression sur le professionnel" et pourrait menacer son indépendance et son objectivité. Toutefois, lorsque le client est un établissement de crédit (banque ou établissement de leasing), la question devient délicate pour déterminer si la situation menace ou non l'indépendance du professionnel.

Il semble qu'il est préférable d'examiner cette situation en profondeur en ce qui concerne le niveau de la dette et le taux d'intérêt octroyé au professionnel. La tendance serait d'éviter toute situation qui induirait une implication financière avec l'établissement de crédit.

## DEUXIÈME PARTIE (16 points)

### Question 1

Les principaux risques d'affaires sont :

- Société familiale avec un PDG qui prend toutes les décisions et absence du rôle des organes de gouvernance, d'où des risques juridiques importants qui vont s'accroître en cas de décès du frère associé. Le signe fort de ce risque est la mission d'audit qui est demandée par l'un des principaux associés. Les risques de fraudes sont ainsi importants ;
- Maladie grave du responsable de la production qui connaît les formules ; donc, il y a un risque de dépendance et même de disparition du savoir faire en cas de son décès ;
- Risque de conservation de matière première dans une activité à haut risque sur le plan de la santé des consommateurs.

### Question 2

Voir tableaux ci-joints avec les commentaires.

### Question 3

- L'examen analytique montre que l'exercice 2012 comporte plusieurs évolutions inexplicables, d'autant plus qu'il s'agit d'un premier audit. Les soldes d'ouverture constituent une zone de risque importante.
- Le poste « Immobilisations financières » pour lequel une cession devrait être vérifiée en termes d'écriture comptable et de plus-value au résultat.
- Les comptes clients et notamment les provisions y afférentes.
- Les stocks et les comptes fournisseurs qui semblent être des rubriques risquées compte tenu du volume des approvisionnements et de l'évolution de la trésorerie et des comptes fournisseurs.
- L'évolution des liquidités ne semble pas être cohérente, notamment avec l'évolution des concours bancaires et la cession des immobilisations financières de plus de 100 000 DT.
- Postes de réserves et de résultats reportés.
- Les comptes de résultat rattachés aux postes ci-dessus cités.
- Le poste d'impôt sur les sociétés.

### Question 4

- Identification des utilisateurs privilégiés : les utilisateurs externes semblent être la banque, puisqu'il y a des concours bancaires, ainsi que l'administration fiscale. Pour la banque, c'est le résultat avant impôt et charges financière qui est la base quantitative. Pour l'administration fiscale, c'est le résultat avant impôt.
- Choix : la banque fait partie des utilisateurs privilégiés.
- Calcul entre 5 et 10% du résultat avant impôt et charges financières. S'agissant d'entité très risquée, la borne inférieure sera choisie :  $0,05 \cdot (36\,117 + 57\,282 + 21\,953) / 3 = 1\,923$  DT.

### Question 5

- Demande d'informations internes au moyen de :
  - entretiens avec le PDG et le personnel chargé des approvisionnements, du magasin et des règlements fournisseurs ainsi que le personnel chargé de la comptabilité achats-fournisseurs ;
  - utilisation de questionnaires de contrôle interne et de grilles de séparation des tâches, etc.
- Inspection des PV du CA, modèles de documents, etc.
- Revue de l'application de gestion des stocks, de l'application comptable, etc.
- Observation de la chaîne de production et du magasin de stockage.
- Examen analytique des comptes alimentés par le processus achats et les processus connexes.
- Discussion au sein de l'équipe d'audit des risques dont notamment le risque de fraude.

### Question 6

#### a) Passation des commandes :

**Faiblesse** : Absence de service des achats et de documents formalisés (demande d'achat, bon de commande, etc.)

**Risques** : Collusion entre les différents services de la société et les fournisseurs, obtention de mauvaises conditions : prix, qualité, délai ..., litiges possibles en raison du manque de preuve claire de la commande.

**b) Livraison des fournisseurs :**

**Faiblesse :** Pas de contrôle de la commande, pas de preuve de la réception (émission d'un bon de réception).

**Risques :** Litiges avec les fournisseurs, indépendance des exercices non respectée, pas de détection des marchandises reçues sans facture.

**c) Factures :**

**Faiblesse :** Pas de contrôle avec la commande et la livraison.

**Risques :** Litiges, erreurs d'imputation comptable.

**d) Règlements :**

**Faiblesse :** Pas de contrôle avec la réception, pas de bon à payer, chèques détenus par le comptable après signature.

Les virements et chèques font l'objet d'une double signature par le financier et le comptable en cas d'absence du PDG.

**Risques :** Détournements

**e) Magasinage :**

**Faiblesse :** Le responsable du magasin veille à la conservation des stocks de matières premières, sauf pour le stock de beurre qui est conservé dans l'atelier (au réfrigérateur).

**Risques :** Mauvaise conservation et donc perte + détournements.

**f) Inventaire :**

**Faiblesse :** L'inventaire n'existe pas pour les pièces rechange des appareils de production et les stocks de produits divers.

**Risques :** Détournements.

**Question 7**

Pour les achats de matières premières (autres que le beurre), un inventaire des stocks est effectué mensuellement et ses résultats sont rapprochés par le comptable avec les données de l'application de gestion des stocks et les bons de livraison des fournisseurs.

Cet ensemble de contrôles compensatoires permet d'éviter les risques sur les assertions d'audit.

**Question 8**

- Pour les achats de matières premières, l'approche est mixte et elle consiste à s'appuyer sur les contrôles compensatoires (inventaire mensuel + rapprochement) et réaliser, en conséquence, des tests substantifs (sur les mouvements, soldes de comptes et informations).

*Echantillon pour voir si les factures ont été rapprochées.*

L'étudiant pourrait proposer ce qui suit :

- Tests des rapprochements mensuels (effectués, par exemple, en mars, juin, septembre et dernier mois) réalisés sur la base d'un échantillon de factures et par produit (timing : mois de novembre).
  - Assistance à l'inventaire réalisé en mars, juin, septembre et dernier mois.
  - Assistance à l'inventaire de fin d'année.
  - Tests des détails des comptes pour les tests substantifs en fonction des résultats du test de contrôle interne (supposé être bon et donc au niveau minimal) au mois de janvier.
- Pour les autres achats, l'approche est substantive (ou corroborative) s'appuyant sur un contrôle étendu des comptes : achats, stocks, fournisseurs, banque et caisse, et ce, compte tenu de l'absence de contrôle interne efficace et de l'existence de risques de fraude importants. (timing : mois de janvier).

#### Question 9

Ces procédures comprennent :

- a) Des demandes d'informations auprès de la direction et, le cas échéant, d'autres personnes au sein de la société (financier, comptable) ;
  - b) La revue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ;
  - c) L'examen des comptes d'honoraires juridiques pour identifier les avocats ;
  - d) Chercher à communiquer directement avec les avocats après demande d'autorisation par le PDG ;
- Etc.

#### Question 10

- Demander et consulter le dossier de l'affaire ;
- Envoyer une lettre de demande d'information externe à l'avocat traitant de l'affaire et lui demander de fournir des informations sur les chances d'aboutissement de cette action en justice et de quantifier, le cas échéant, le montant des dommages et intérêts pouvant être payés ;
- Obtenir une lettre d'affirmation du PDG ;
- Quantifier l'ajustement éventuel sous forme de provisions pour risques et, si l'impact est significatif, demander au PDG de passer l'ajustement ; si non, refuser les comptes (le seuil de signification est très bas : 1 992 DT).

#### Question 11

- Cette demande ne semble pas être justifiée, car naturellement le client va défendre sa position et l'auditeur n'est pas tenu de se transformer en enquêteur.
- Le refus semble donc être justifié car il faut se suffire des demandes d'informations auprès de l'avocat.
- Aucun impact sur l'opinion de l'auditeur pour cette question.

#### Question 12

- La circularisation est positive lorsqu'on fournit le solde du compte ou on demande de confirmer ou de faire part du désaccord.

- La circularisation est négative lorsqu'on fournit le solde mais on ne demande de réponse qu'en cas de désaccord.
- Différence : la réponse n'est pas exigée dans la confirmation négative lorsque le fournisseur est d'accord avec le solde.

#### Question 13

La circularisation positive pour les deux types d'achats, étant donné que les éléments suivants ne sont pas vérifiés cumulativement pour chacun des stocks :

- a) L'auditeur a évalué le risque d'anomalies significatives à un niveau faible et a recueilli des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'efficacité du fonctionnement des contrôles se rapportant à l'assertion concernée ;
- b) La population des éléments soumis à des procédures de confirmation négative comprend un grand nombre de soldes de comptes, transactions ou conditions de faible valeur et homogènes ;
- c) Un taux très bas de divergences est attendu ; et
- d) L'auditeur n'a pas connaissance de circonstances ou de conditions qui conduiraient les destinataires des demandes de confirmation négative à ignorer celles-ci.

#### Question 14

- Le choix des fournisseurs de matières premières doit être fait par vous-même : conforme à la norme ISA 500.
- Le listing des fournisseurs de produits divers est à préparer par le responsable de la comptabilité pour tous les soldes supérieurs à 1 000 DT sachant que la majorité des soldes ne dépasse pas les 2 000 DT: non conforme à l'ISA 500 ; en effet, le choix doit être fait par l'auditeur tout seul.
- La secrétaire du PDG procédera à la préparation des lettres de circularisation vu leur nombre élevé, la vérification ultérieure sera faite par vous : cette procédure n'est pas conforme ; c'est l'auditeur qui devrait se charger de toute cette procédure et choisir les listes, obtenir les adresses, préparer le texte et le faire signer par le PDG.
- La mise en enveloppe et l'envoi des lettres de circularisation seront également effectués par la secrétaire du PDG (après leur signature par le responsable du service comptable) qui ne semble pas être qualifiée pour ce travail : l'envoi doit être fait pas le personnel du cabinet.

#### Question 15

- Le PDG n'a pas le droit de refuser sauf pour un motif plausible.
- Dans le cas d'espèce, le motif ne semble pas être plausible (solde ancien et n'a pas connu de changement depuis 2011) car cette procédure, connue par tous les chefs d'entreprises, ne risque pas d'être utilisée contre la société puisqu'il n'existe aucun litige direct et le PDG peut convenir avec l'auditeur de la forme de la circularisation (par exemple, en n'envoyant pas le solde à confirmer).
- Cette situation constitue un cas de désaccord avec la direction et compte tenu du risque d'audit élevé de la mission, une modification au rapport d'audit devrait être apportée si le solde de ce fournisseur est significatif.

#### Question 16

- 60% du solde du compte « Fournisseurs de matières premières » sont confirmés, ce qui constitue un très bon taux de couverture surtout que les réponses montrent que les soldes sont conformes aux réponses de circularisation. Aussi le système de contrôle interne semble (avant test) comporter des contrôles compensatoires efficaces.

Le cas d'exception semble être un problème de TVA ( $10\,000 \cdot 0,18 = 1\,800$ ) plutôt que de réalité du solde (bonus).

- Premièrement, le choix de la confirmation négative pour les fournisseurs de produits divers n'est pas approprié. Deuxièmement, la lettre d'affirmation ne remplace jamais les procédés d'obtention des éléments probants (ISA 580) qui devraient être engagés par l'auditeur surtout que le contrôle interne est défaillant pour les achats de produits divers.

ce sont de simple observation

la PVA fait bien faire un  
recapitulatif avec le compte  
de bilan

PADT S.A

Etat de résultat

	31/12/2013		31/12/2012		31/12/2011	
<b>Produits d'exploitation</b>						
Revenus facturés	315 336	3,78%	303 842	21,13%	290 846	Augmentation moins importante en 2013 en plus avec la baisse des ventes de fin d'année.
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>315 336</b>	<b>3,78%</b>	<b>303 842</b>	<b>21,13%</b>	<b>250 846</b>	
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats d'approvisionnements courants	104 494	22,30%	85 439	-18,93%	104 226	Achats en augmentation avec CA et stocks en stabilité. à expliquer
Charges de personnel	73 983	16,14%	63 699	14,65%	55 568	Evolution stable à comparer à l'évolution des salaires avec un effet à priori stable
Dotations aux amortissements	19 644	5,45%	12 930	-8,20%	14 094	Evolution négative en 2012 alors que les immobilisations en évolution positive (A. voir bilan)
Autres charges d'exploitation	87 100	3,10%	84 482	53,59%	55 695	Evolution plus importante que celle du CA en 2012
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>279 219</b>	<b>13,25%</b>	<b>246 559</b>	<b>7,72%</b>	<b>228 893</b>	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>36 117</b>	<b>-6,95%</b>	<b>57 282</b>	<b>160,93%</b>	<b>21 953</b>	$1922,544 \cdot 10,05 \cdot 136 117 = 57 282 + 21 953 : 2$
Charges financières nettes	-10 290	6,43%	-9 668	100,00%	0	Les charges financières sont nulles en 2011 alors qu'il y a des créances bancaires. Les concours bancaires en 2013 sont presque le double de ceux de 2012 alors que les charges financières sont les mêmes.
Autres pertes ordinaires	-19 347	2,88%	-18 808	4504,04%	-408	Evolution importante à expliquer
Autres gains ordinaires	6 998	11,199,36%	62	-53,46%	133	Evolution importante en 2013 expliquée par une plus-value sur cession d'immobilisations financières.
<b>Résultat des activités ordinaires avant impôt</b>	<b>-13 478</b>	<b>-13,32%</b>	<b>28 870</b>	<b>33,38%</b>	<b>21 678</b>	
Impôt sur les bénéfices	5 840	2,82%	-5 680	-25,14%	7 987	L'impôt ne semble pas évoluer en concordance avec le résultat des activités ordinaires en 2012.
<b>Résultat des activités ordinaires après impôt</b>	<b>-7 638</b>	<b>-67,66%</b>	<b>23 190</b>	<b>64,57%</b>	<b>14 091</b>	
Éléments extraordinaires (Gains / Pertes)	0	100,00%	0	0,00%	0	
<b>RESULTAT NET DE LA PÉRIODE</b>	<b>-7 638</b>	<b>-67,66%</b>	<b>23 190</b>	<b>64,57%</b>	<b>14 091</b>	

CP

Value de la PVA

PADT SA

	Bilan		En dinars	
	31/12/2013	2012/2013	31/12/2012	2011/2012
<b>Actif</b>				
<b>Actif non courants</b>				
Immobilisations incorporelles	9 012	15,23%	7 887	0,09%
Moins: amortissements	-8 290	-3,15%	-7 887	-0,08%
	799		0	
Immobilisations corporelles	288 707	80,04%	190 233	4,70%
Moins: amortissements	-148 412	-9,70%	-131 174	-10,50%
	148 195		45 389	
Immobilisations financières	0	0,00%	100 000	0,00%
Total des actifs non courants	149 584	-2,93%	145 159	-1,14%
<b>Actif courants</b>				
Client et comptes rattachés	246 976	-37,10%	297 909	3,27%
Moins: provisions	0		0	
Stoks	11 794	-0,20%	11 829	-0,73%
Moins: provisions	0		0	
Liquidités et équivalents de liquidités	2 401	83,14%	17 123	-7,06%
Total des actifs courants	261 471		326 861	
<b>Total des actifs</b>	<b>411 055</b>		<b>472 020</b>	

PADT SA

	Bilan		En dinars	
	31/12/2013	2012/2013	31/12/2012	2011/2012
<b>Capitaux propres et passifs</b>				
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social	100 000		100 000	
Reserves	5 972	492,56%	1 103	0,04%
Resultat reporté	94 424	23,91%	76 213	22,68%
Total des capitaux propres avant résultat	200 496	-13,09%	177 316	6,14%
Resultat de l'exercice	5 618	-67,06%	-23 290	64,33%
Total des capitaux propres avant affectation	206 114	-1,81%	204 026	-13,09%
<b>Passifs</b>				
<b>Passif non courants</b>				
Provisions	4 800	0,00%	4 800	0,00%
Total des passifs non courants	4 800		4 800	
<b>Passif courant</b>				
Contributions et comptes rattachés	126 599	-33,98%	191 754	-4,11%
Autres passifs courants	12 369	-84,17%	57 937	-28,31%
Comptes bancaires et autres passifs financiers	80 620	81,41%	16 834	-25,41%
Total des passifs courants	199 588		266 525	
Total des passifs	204 388		271 325	
<b>Total des capitaux propres et des passifs</b>	<b>410 442</b>	<b>-14,70%</b>	<b>473 345</b>	<b>0,38%</b>

Affecté en  
laquelle  
ne peut  
qui a  
l'écriture  
de R